Numéro 16 / juin 2016

Initiative actualité de protection

OUI À LA PROTECTION
contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire

La famille saine: un modèle en voie de disparition?

Oskar Freysinger
Conseiller d'Etat valaisan

Pour moi, pas question!

Comment se fait-il que certains cercles tentent de mettre en question l'axiome fondamental de l'existence humaine, la dualité entre le *yin* et le *yang*, l'*animus* et l'*anima*, le principe féminin et masculin, en faisant passer pour la norme certaines orientations sexuelles numériquement presque insignifiantes?

Sont-ce là vraiment l'égalité des droits, la dignité et les droits de l'Homme qui sont en cause, ou ne s'agit-il pas plutôt de saper idéologiquement un état de fait déterminé par la nature, pour affaiblir ainsi la famille traditionnelle?

L'idéologie du genre est dénuée de tout fondement scientifique. Son but est purement politique. Ce qu'elle veut faire, c'est un lavage de cerveau visant à discréditer dans les esprits la valeur ajoutée immanente au comportement sexuel prédominant, la transmission de la vie. Pour être efficace, cette manipulation doit commencer aussi tôt que possible, donc dès le premier âge scolaire. Je me défends là-contre de toutes mes forces en Valais. Pour moi, pas question d'affaiblir la cellule primordiale fondant l'état et notre société, à savoir la famille hétérosexuelle, pour favoriser je ne sais quelles pratiques sexuelles ne concernant aucunement l'Etat tant qu'elles ont lieu dans la sphère privée entre adultes consentants.

Quiconque affirme que l'on pourrait chosir sa sexualité comme une marchandise dans un supermarché sacrifie, sur l'autel de la pure idéologie, les conditions données par la nature. La nature démasque ce mensonge par le fait qu'étrangement, les personnes devenant enceintes sont toujours celles dont le corps y est destiné.

Oskar Freysinger
Conseiller d'Etat et Vice-président de l'UDC Suisse

L'idéologie du genre s'en

Birgit Kelle, mariée, quatre enfants, a gagné la notoriété dans tout l'espace germanophone avec un ouvrage spécialisé sur l'idéologie du genre[1]. Elle est présidente d'une association qui vise à propager une nouvelle vision de la femme, a écrit divers articles pour des journaux allemands et intervient comme conférencière contre l'idéologie du genre. Elle explique comment cette idéologie pénètre dans les salles de classe.

Initiative de protection – actualité: Où le genre peut-il germer dans les écoles maternelles et écoles primaires suisses?

Birgit Kelle: Le concept du genre peut germer non seulement à l'école maternelle, mais généralement partout dans l'espace pédagogique, normalement destiné à l'éducation et l'instruction des enfants. Mais à l'école maternelle, c'est grave, car plus un enfant est jeune, plus il est malléable et influençable.

À de petits enfants, vous pouvez tout raconter. Surtout si papa et maman ne sont pas là pour éventuellement contredire ou apporter un autre point de vue. C'est pourquoi, précisément, les enfants les plus jeunes sont particulièrement intéressants pour ces théoriciens.

L'idéologie du genre part du principe que notre identité sexuelle, la question de savoir si nous nous ressentons comme homme, femme, ou aucun des deux, ou quelle orientation sexuelle nous avons, n'est pas innée, mais essentiellement déterminée par la société. Selon ce point de vue, les enfants sont donc cette célèbre «feuille blanche» où doivent s'inscrire des valeurs et des savoirs.

Un facteur est donc tout à fait essentiel, notamment chez les petits enfants: qui les élève, avec quelles idées, quelles valeurs, quelle morale, quelles mœurs et quelles règles. En Allemagne, un politicien du Parti social-démocrate a un jour utilisé le concept de la «souveraineté aérienne au-dessus des lits des enfants». Je trouve cela très clair. Il était d'avis que celle-ci appartient à l'Etat. Je suis d'avis que celle-ci appartient aux parents. Aussi, les gens qui, comme les activistes du genre, veulent changer la société et nos modes de pensée relativement au sexe, à la sexualité et à la famille, doivent commencer tôt: chez les petits enfants.

C'est d'ailleurs ce que toutes les idéologies ont toujours fait dans le monde entier. Voyez le communisme ou le national-socialisme: il fut toujours clair qu'on devait arracher les enfants à l'influence de leurs parents, pour les nourrir avec les idées des idéologues.

Nos enfants sont un matériau d'expérimentation fantastique pour la création de l'Homme «nouveau». Et où l'Etat trouve-t-il les enfants; et eux seuls? Précisément au jardin d'enfants et à l'école.

L'influence de l'idéologie du genre en Suisse n'est pas encore aussi nettement visible. À quoi devons-nous nous attendre à l'avenir?

prend à nos enfants

En Allemagne et aussi en Autriche, on a constaté que sa mise en place ne commence toujours que chez les enfants plus âgés, chez qui l'opposition des parents n'est pas si importante; puis on a progressivement abaissé l'âge où l'on intervient.

C'est toujours la même stratégie. Autrefois, on avait l'éducation sexuelle à partir de la 8e ou 9e classe, pour des enfants au seuil de la puberté. Aujourd'hui, l'éducation sexuelle a lieu dès l'école élémentaire, à des enfants de 8 et 9 ans, et en Suisse aussi − et non seulement en Allemagne et en Autriche − on vise les écoles maternelles.

En l'occurrence, le soutien vient d'ailleurs de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), qui tient pour judicieuse l'éducation sexuelle dès l'âge de 4 ans. En Allemagne, actuellement, il y a déjà des formations pour des éducatrices d'école maternelle sur le thème «*gender mainstreaming* – intégration de la dimension du genre», mais aussi «diversité sexuelle» pour les enfants des écoles maternelles.

Dans chaque université pédagogique, entretemps, cette théorie est enseignée aux étudiants comme une vérité. À Berlin, nous avons déjà un coffret officiel de matériel pédagogique pour l'école maternelle, avec la bénédiction (et le cofinancement) du Sénat de Berlin, et au moyen duquel on explique à des enfants entre 3 et 6 ans diverses orientations sexuelles, par des jeux et des livres.

> « À de petits enfants, vous pouvez tout raconter. »
>
> *Birgit Kelle, auteur spécialisée*

Qu'en est-il à l'école primaire?

Ce matériel devient de plus en plus explicite et précis, à mesure que les enfants grandissent. Il est aussi problématique qu'en règle générale, chez nous en Allemagne, et ce n'est sans doute pas différent en Suisse, des groupes de lobbies et des activistes sont conviés par le monde politique à participer à l'élaboration de matériels pédagogiques pour les écoles ou aussi à organiser des travaux de projets et des ateliers dans les écoles.

À qui cela profite-t-il? Est-ce encore l'information des enfants, ou plutôt depuis longtemps la volonté de les conduire à la sexualité, et ce à un âge où la plupart de ces enfants n'y éprouvent aucun intérêt personnel?

Pourquoi les parents des enfants d'écoles maternelles ou d'écoles primaires (1e et 2e classe) doivent-ils lire votre livre?

Parce que ce livre est aussi amusant. Je n'ai pas voulu qu'après cette lecture, mes lecteurs, pris de désespoir, se jettent du haut d'un pont, quoiqu'il y ait certes quelquefois de quoi désespérer en voyant où et avec quelle ampleur l'idéologie du genre a déjà avancé dans tous les domaines de la société.

---

1) Birgit Kelle: Gendergaga – Wie eine absurde Idologie unseren Alltag erobern will; adeo 2015, 188 pages, ISBN 978-3-86334-045-2 (livre disponible en allemand seulement; le titre signifie en gros: «Le genre c'est du gaga – comment une idéologie absurde veut s'emparer de notre vie quotidienne»).

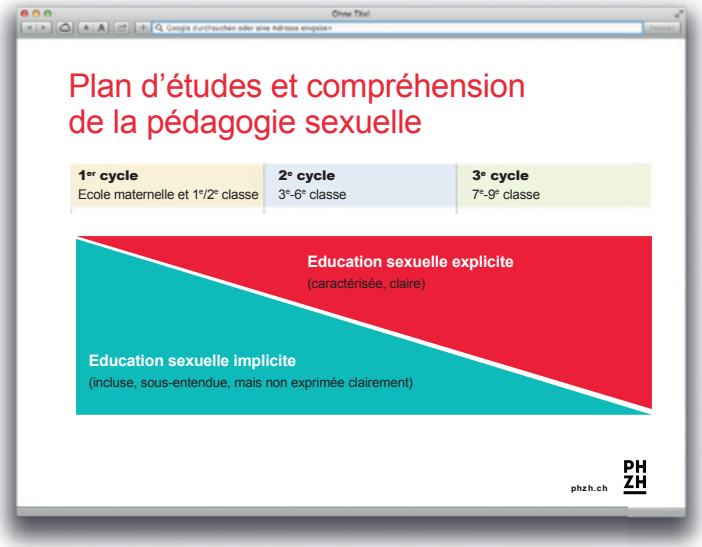
Canton de Zurich: éducation sexuelle explicite dès l'école maternelle?

Sous l'administration de la Haute école pédagogique de Zurich (PH ZH) et des centres de prévention des dépendances de ce même canton, le «Réseau cantonal zurichois d'écoles en santé» (RCES) a organisé le 9 avril 2016 une conférence à Au, près de Zurich.

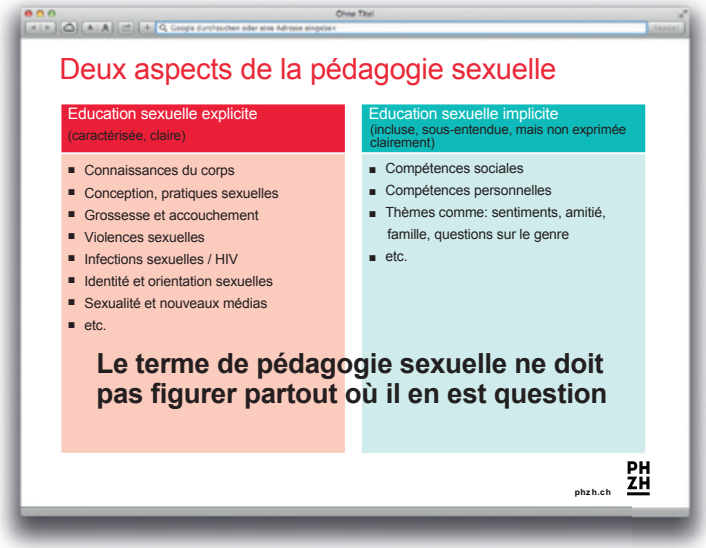
Dans les documents de l'atelier «*Lehrplan 21* et pédagogie sexuelle? What else?», on postule une éducation sexuelle explicite pour l'école maternelle et la 1e et 2e classe de l'école primaire (voir images).

Le «Réseau cantonal zurichois d'écoles en santé» (RCES) est une partie du réseau suisse et européen regroupant des soi-disant écoles «promouvant la santé» SHE *(Schools for Health in Europe)*. Ce réseau est présenté comme un projet de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), de l'UE (Union Européenne) et du Conseil de l'Europe.[1]

Les écoles membres de ce réseau doivent respecter les directives de l'OMS.
Par ces connexions (inter)nationales, on veut donner un poids politique à la cause de la «promotion de la santé à l'école».



Extrait du site Web de la PH ZH
(trad.; original en allemand seulement).[3]



Extrait du site Web de la PH ZH
(trad.; original en allemand seulement).[3]

Mais si l'on considère les «Standards pour l'éducation sexuelle en Europe», sujets à controverse, du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, on voit clairement ce que contient cette sorte de «promotion de la santé»: Il s'agit en priorité de promouvoir la «diversité sexuelle» et de changer la société dans l'esprit de l'idéologie du genre.

Sous le prétexte de la santé et de la prévention, les représentants du lobby des sexopédagogues essaient d'«offrir leurs services» à de plus en plus d'écoles, dès la maternelle.
Ce n'est pas seulement de l'idéologie, mais aussi des intérêts pécuniaires. La *NZZ*[2] écrit, au sujet de l'atelier «*Lehrplan 21* et pédagogie sexuelle? What else?» de la PH ZH, que dans les Hautes écoles pédagogiques, «la commercialisation du *Lehrplan 21,* tant espéré car générateur de contrats, bat son plein».

L'Association Initiative de protection appelle les parents d'enfants de 4 à 8 ans dans le canton Zurich à une vigilance accrue!

---

1) Selon ses propres indications: gesunde-schulen-zuerich.ch
2) Neue Zürcher Zeitung, 23 février 2016.
3) Cf. éléments précis sur: gesunde-schulen-zuerich.ch/globalassets/gesundeschulenzuerich/tagung-2016/unterlagen-workshop-lukas-geiser.pdf

Un manuel controversé retiré de la liste de recommandations à la suite de protestations

L'outil pédagogique extrêmement controversé «Pédagogie sexuelle de la diversité», déjà utilisé dans le secondaire dans les cantons de Zurich et Bâle-Ville, a été, à la suite de protestations, retiré du catalogue des médias didactiques recommandés par *éducation21*[1].

Dans le numéro 14 de *Initiative de protection – actualité* de décembre 2015, on a parlé du manuel scolaire très controversé «Pédagogie sexuelle de la diversité», d'Elisabeth Tuider et Stefan Timmermanns.
Il y est question de «pratiques sexuelles galactiques», de «boxon pour tous» et autres choses répugnantes dont les adolescents devraient s'occuper.
En Allemagne, ce manuel a été rayé de la liste de recommandations pour les outils pédagogiques par le Centre fédéral pour l'éducation à la santé (BzgA)[2], après des protestations publiques.

En Suisse, récemment encore, ce livre transgressif faisait partie des médias didactiques recommandés par *éducation21*.

La fondation *éducation21,* subventionnée par l'Etat, est chargée, par la Confédération et les cantons, de favoriser l'ancrage de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) au niveau de l'école obligatoire. Elle contribue aussi à la mise en place de l'EDD dans les plans d'études de celle-ci (*Lehrplan 21,* plan d'études pour la Suisse alémanique).

Ainsi, les enseignants et les directions des écoles doivent pouvoir trouver des «médias pédagogiques éprouvés», promet *éducation21*.

Ce n'est qu'après la publication de la critique de ce manuel, dans l'avant-dernier numéro de cette publication, et une intervention de la fondation «Futur CH» que ce «manuel spécialisé» transgressif a été retiré de la liste des recommandations chez *éducation21*.

Interpellée, une porte-parole d'*éducation21* déclara qu'on prenait les réclamations très au sérieux et qu'on s'était rendu compte que certains contenus «n'étaient vraiment pas le top».[3]

D'ailleurs: la présidente du Conseil de fondation d'*éducation21* est le Dr. Silvia Steiner, membre PDC du Grand Conseil du canton de Zurich, où elle est directrice de l'Instruction publique. Aussi doit-elle, en tant que chef de département, assumer la responsabilité du fait qu'à ce jour, cet outil pédagogique controversé peut être utilisé dans les écoles zurichoises.

L'Association Initiative de protection considère que l'«outil pédagogique» «Pédagogie sexuelle de la diversité» doit être retiré de toutes les écoles obligatoires de la Suisse.

Extrait de «Pédagogie sexuelle de la diversité», page 90 (trad.)

«Le but de la pédagogie sexuelle (...) pourrait être (...) de troubler, de montrer diverses possibilités d'identité et de créer de nouveaux espaces d'expériences.»

Un outil pédagogique au contenu scandaleux.

1) éducation21: Fondation de droit privé ayant son siège à Berne. Elle se qualifie de «centre national de compétences et de prestations pour l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) en Suisse».
2) BzgA: Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung (Centre fédéral pour l'éducation à la santé): en Allemagne, cette autorité spécifique est chargée de diffuser des concepts concernant l'éducation sexuelle et la planification familiale.
3) Cf. éléments précis sur: futur-ch.ch

«Je suis si heureuse que nous nous soyons défendus!»

L'Association Initiative de protection fournit de l'aide concrète à des parents qui veulent protéger leurs enfants contre des enseignements à contenu sexualisant. Sur demande, elle fait parvenir aux parents un matériel informatif important et fournit un conseil juridique gratuit. *Initiative de protection – actualité* rapporte deux exemples datant de ces derniers mois.

Les parents d'une collégienne de 13 ans ont communiqué à l'Association Initiative de protection les documents relatifs au cours d'éducation sexuelle dispensé à leur fille. Il fut rapidement évident que le thème de la sexualité y était traité comme la pure satisfaction de pulsions. On y trouve entre autres un précis de masturbation pour «filles» et «garçons», les conséquences de la consommation de pornographie y sont totalement minimisées, et les élèves ont dû parler des contraceptifs qu'ils utiliseraient.
Ensuite, quelques parents se sont réunis pour écrire une lettre à la direction de l'établissement, qui promit alors de remanier le service de santé à l'école. L'une des mères concernées a remercié l'Association Initiative de protection en ces termes: «Je suis si heureuse que nous nous soyons défendus et que vous nous ayez aidés à tenir bon!»

Dans un autre établissement scolaire, un autre couple de parents s'éleva contre un cours d'éducation sexuelle obscène et clairement transgressif – et eut finalement gain de cause. Dans un entretien entre quatre yeux, la mère signifia au chef d'établissement la raison pour laquelle son enfant ne participerait plus aux cours en question.

Le chef d'établissement montra alors une certaine compréhension, mais lui demanda de ne plus parler de cela en public, et de garder «tout bonnement» son enfant à la maison.

Sans les informations de fond de l'Association Initiative de protection, a dit cette mère au téléphone, elle n'aurait pas osé se décider à aller à cet entretien avec le chef d'établissement.

Appel à dons:

L'Association Initiative de protection apporte son aide contre la sexualisation des enfants à l'école publique.

Merci de soutenir notre engagement.

Compte: CP 70–80 80 80–1

OUI À LA PROTECTION
contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire

Impressum:

Initiative de protection – actualité paraît chaque trimestre / **Abo**: CHF 10.–, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction**: Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, Fax 061 702 01 04, info@initiative-de-protection.ch, www.initiative-de-protection.ch, **Compte postal**: 70-80 80 80-1
© Association Initiative de protection
/ **Images**: p. 1, en haut: iStockphoto; p. 2, p. 3: m.à.d.; p. 4: Screenshots/Internet; le reste: m.à.d. / **Maquette**: GOAL AG für Werbung und Public relations, 8450 Andelfingen / **Impression**: Spühler Druck AG, Rüti.